

**Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse**

Bar-le-Duc, le 7 janvier 2025

Division de Bar-le-Duc  
14 rue Antoine Durenne  
Parc Bradfer \_ CS 70542  
55 013 Bar-le-Duc Cedex

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18 décembre 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **INEOS COMPOSITES FRANCE**

ZI Nord  
BP 17  
55 400 Étain

Références : CL/615-2024  
Code AIOT : 0006200802

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 décembre 2024 dans l'établissement INEOS COMPOSITES FRANCE implanté : ZI Nord - 8 Rue des Fontanges – 55 400 Étain. L'inspection a été annoncée le 11 juin 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite entre dans le cadre de l'action nationale 2024 relative aux rejets de COV dans les ICPE.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- INEOS COMPOSITES FRANCE
- ZI Nord - 8 Rue des Fontanges – 55 400 Étain
- Code AIOT : 0006200802
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le site INEOS Composites de Etain est autorisé pour la production de résines polyesters. De par la nature des produits mis en œuvre, le site présente des zones ATEX et dispose de nombreux stockages de produits inflammables.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- AN24 Air COV

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Entretien des traitements des émissions	Arrêté Ministériel du 2 février 1998, article 18	Demande d'action corrective	15 jours
6	Conception des traitements des émissions	Arrêté Ministériel du 2 février 1998, article 19	Demande d'action corrective	15 jours
8	Valeur limite d'émission en concentration et en flux	Arrêté Préfectoral du 11 décembre 2003, article 7.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Equipements de l'installation	Arrêté Ministériel du 2 février 1998, article 24	Sans objet
2	Nature des COV	Arrêté Ministériel du 2 février 1998, article 27.7°	Sans objet
3	Emissions diffuses réduites	Arrêté Ministériel du 2 février 1998, article 4	Sans objet
4	Modalité de surveillance réglementaire	Arrêté Ministériel du 2 février 1998, article 58	Sans objet
7	Consommable de traitement des émissions	Arrêté Ministériel du 2 février 1998, article 5	Sans objet
9	Plan de Gestion de Solvants	Arrêté Ministériel du 2 février 1998, article 28.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les valeurs limites de concentrations des COV émis par le site sont respectées par l'exploitant.

Par rapport au contrôle inopiné d'avril 2024, qui montrait une vitesse d'éjection non-respectée au niveau du RTO, l'exploitant a précisé avoir corrigé ce point. Cet aspect sera vérifié lorsque l'exploitant aura transmis son dernier contrôle périodique.

Le registre de maintenance consignait l'ensemble des événements survenant sur le RTO, doit par ailleurs être formalisé par l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Equipements de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 2 février 1998, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Equipement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sauf disposition particulière précisée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.  Pour les installations de séchage, les mesures se font sur gaz humides. L'arrêté d'autorisation précise la teneur en oxygène des gaz résiduels à laquelle sont rapportées les valeurs limites sauf dans les cas où l'oxygène est proscrit ou présente un taux négligeable.
<b>Constats :</b>  Les rejets du site sont canalisés et orientés vers l'oxydateur thermique (RTO). La mesure des rejets réalisée en avril 2024 l'a bien été sur gaz secs, les concentrations sont exprimées en mg/m <sup>3</sup> . Le débit est suivi dans le cadre de la surveillance du fonctionnement de l'oxydateur thermique, ainsi, l'exploitant peut s'assurer de la représentativité de ses mesures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Nature des COV

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 2 février 1998, article 27.7°
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, COV CMR
<b>Prescription contrôlée :</b>  c) Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 modifié :

<p>Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, le contrôle a porté sur les résultats du contrôle inopiné du RTO daté d'avril 2024 qui avait recherché l'ensemble des COV.</p> <p>Il a été mis en évidence dans les rejets la présence de dichlorométhane, substance à mention de danger qui doit être remplacée autant que possible.</p> <p>L'exploitant a précisé que cette substance n'est pas présente normalement dans les matières premières du site. Une piste de réflexion évoquée est que cette substance pourrait être générée dans le cadre de la production.</p> <p>Toutefois, il convient de noter que le dichlorométhane a été mesuré à une concentration de 0,009 mg/m<sup>3</sup> (pour une valeur limite d'émission à 2 mg/m<sup>3</sup> pour un flux supérieur à 10g/h), soit un flux de 0,09 g/heure.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Suite à ce contrôle, l'exploitant va rechercher les causes de la présence de dichlorométhane dans ses rejets bien que cette substance ne soit normalement pas présente sur site.</p> <p>L'inspection demande donc à l'exploitant de la tenir informée des conclusions de cette recherche.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Emissions diffuses réduites

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 2 février 1998, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions diffuses réduites</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : [...]</p> <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés. [...]</p> <p>Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'ensemble de la production est organisée pour limiter les émissions diffuses de COV. Les lignes de solvants sont entièrement tuyautées, capotées. Il n'y a pas de solvants manipulés à l'air libre.</p> <p>Le plan de gestion de solvant de l'exploitant présente un taux d'émissions diffuses de COV sur site de 0,32 % pour l'année 2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 4 : Modalité de surveillance réglementaire

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 2 février 1998, article 58</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modalité de surveillance réglementaire</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>II.-Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées</p>

<p>dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence. [...]</p> <p>III.-Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant réalise deux contrôles des émissions de COV par an. Son laboratoire précise bien les normes suivies pour ces contrôles.</p> <p>Lors de ces contrôles, le site se trouve bien dans un fonctionnement représentatif de son activité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Entretien des traitements des émissions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 2 février 1998, article 18</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien des traitements des émissions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. [...]</p> <p>Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a précisé que le RTO a connu 18 jours d'arrêt en 2023. Ces 18 jours d'arrêt correspondent aux arrêts techniques et sont repris dans le PGS.</p> <p>En 2023, le RTO n'a pas connu de panne.</p> <p>En 2024, il y a eu une indisponibilité du RTO lors de laquelle les effluents ont été orientés vers le scrubber, comme le prévoit l'arrêté préfectoral de l'exploitant.</p> <p>L'installation est équipée de nombreuses alarmes qui permettent à l'exploitant d'anticiper les réparations avant de subir une panne du RTO. Par exemple, l'indisponibilité de 2024 a duré moins de 4 heures pour un problème sur un vérin.</p> <p>L'exploitant n'a pas de registre à proprement parlé pour consigner ces éléments, la responsable environnement du site les note sur son agenda.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place un registre permettant de reprendre l'ensemble des informations relatives aux événements survenus sur le RTO.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

#### N° 6 : Conception des traitements des émissions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 2 février 1998, article 19</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conception des traitements des émissions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant</p>

<p>prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.</p> <p>Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.</p> <p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme précisé au point de contrôle précédent, l'installation est équipée de nombreux capteurs et alarmes. Ce qui lui permet d'anticiper au maximum les réparations avant d'avoir une panne du RTO. En 2024, seule une panne de 4h a nécessité l'envoi des effluents vers le scrubber en attendant le retour au fonctionnement normal, ce mode défaillant est prévu par l'arrêté préfectoral du site.</p> <p>Le registre prévu par cette prescription et la précédente n'est pas disponible (cf point de contrôle n°5).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place un registre permettant de reprendre l'ensemble des informations relatives aux évènements survenus sur le RTO.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

#### N° 7 : Consommable de traitement des émissions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 2 février 1998, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommable de traitement des émissions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le fonctionnement de l'installation, le taux de disponibilité du RTO et la rapidité d'intervention lors de l'arrêt de 2024 (cf point de contrôle n°5) sont de nature à montrer que l'exploitant dispose de suffisamment de produits ou matières consommables pour assurer le bon fonctionnement de ses installations.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Valeur limite d'émission en concentration et en flux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11 décembre 2003, article 7.2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des concentrations et flux des émissions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>COV totaux non-méthanique VLE &lt; 20mg/Nm<sup>3</sup> Vitesse d'éjection 10m/s</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le contrôle inopiné d'avril 2024 a relevé les concentrations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• COVt : 7.7 mg/m<sup>3</sup>;</li> <li>• COV annexe III : 1.85 mg/m<sup>3</sup>;</li> <li>• COV à phrase de risque : 0.009 mg/m<sup>3</sup>.</li> <li>•</li> </ul> <p>L'ensemble des familles de COV contrôlées respecte les VLE associées (soit de l'arrêté préfectoral pour les COVt soit de l'arrêté du 2 février 1998 pour les autres). Toutefois, la vitesse d'éjection des gaz mesurée en sortie de cheminée était de 8.36 m/s pour une vitesse d'éjection minimale réglementaire de 10 m/s.</p>

L'exploitant a expliqué avoir réagi à cette vitesse anormalement basse ; le dernier contrôle périodique devrait montrer que cette vitesse a été corrigée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant est tenu de transmettre à l'inspection, dès réception, le rapport du dernier contrôle périodique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 9 : Plan de Gestion de Solvants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 2 février 1998, article 28.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de Gestion de Solvants
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant a transmis son PGS 2023 en date du 12 décembre 2024. Toutefois, le début du paragraphe précise « du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2022 » mais la conclusion note bien qu'il s'agit de l'année 2023.</p> <p>Le jour du contrôle, suite à cette remarque, l'exploitant a précisé que quelques erreurs (rappels de l'année 2022) restaient dans le PGS 2023. Toutefois les quantités et flux de solvants ont été vérifiés et correspondent bien ceux de l'année 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite